

Toulouse : Une AG personnel.le.s étudiant.e.s à 850 donne une nouvelle dimension à la mobilisation sur le Mirail !

Une mobilisation motivante et inscrite dans la durée



Les étudiant.e.s et personnel.le.s de l'université du Mirail luttent depuis fin 2016 contre le projet de fusion des universités du Mirail de Paul Sabatier et de deux instituts de formation d'ingénieurs dans un grand établissement. Comme nous l'avions déjà développé dans [un article précédent](#), ce projet, répond aux intérêts de la bourgeoisie. Privatisation, exclusion des classes populaires de l'université et désengagement de l'état pour orienter les financements directement vers ses poches, en voilà les principaux axes. Elle va amener un ensemble de dégradations importantes pour les étudiant.e.s et les travailleur.se.s de l'Université. Hausse importante des frais d'inscription et facilitation de la sélection, entrée plus grande des patrons dans les conseils d'administration, suppressions d'emplois en perspective, les attaques sont légion. Par ailleurs cette fusion s'articule pleinement au Plan étudiant qui répond aux mêmes objectifs. Avec ses pré-requis/attendus, sa plateforme réactionnaire Parcoursup ou encore la suppression de la compensation qui traduisent simplement une mise en place plus claire de la sélection à l'université.

Sur la fac le président Daniel Lacroix, initialement élu avec la promesse de s'opposer à la fusion, avait ensuite promis de respecter le résultat d'une consultation qu'il mettrait en place sur ce projet. Celle-ci a clairement dit un grand non à la fusion. Plus de 94% des étudiant.e.s s'y sont opposé.e.s, une grande majorité de personnel.le.s et ce avec une participation bien plus importante que pour l'élection des conseils centraux (notamment le conseil d'administration qui a élu Lacroix). Dans un conseil d'administration très serré amenant 17 personnes à s'opposer au projet contre 17 l'appuyant, Lacroix a tranché pour la mise en place de la fusion. Depuis, une mobilisation revendiquant la démission de Lacroix, le retrait du projet de fusion et maintenant du Plan étudiant s'est lancée. Des AGs regroupant de 400 à 500 étudiant.e.s se sont enchaînées tout comme des AGs du personnel votant la grève de

façon répétée et dépassant la centaine. Des actions victorieuses ont eu lieu, empêchement de conseils d'administration de CEVU devant mettre en place les attendus (d'ailleurs toujours pas actés dans la loi), de différents conseils d'UFR... Le président a d'ailleurs à plusieurs reprises été justement interpelé tout comme la plupart des partisan.e.s de la fusion. Malheureusement notamment du fait d'un manque dans la mobilisation des enseignant.e.s chercheur.se.s, attiré.e.s en partie par la carotte (toute petite) de l'IDEX, et par celle (empoisonnée) d'un nombre moins important d'étudiant.e.s, le mouvement n'a pas empêché la période des partiels. Mais même durant ces 2 semaines de Janvier la mobilisation a continué, de façon plus ténue.

Mais la reprise a aussi largement été celle de la grève et de la mobilisation. Dès le lundi 15 les personnel.le.s se sont réuni.e.s à 150 et ont voté la grève, ininterrompue depuis, et revotée régulièrement dans des AGs. Un comité de mobilisation a d'ailleurs été mis en place, avançant dans l'auto-organisation de la mobilisation et marquant une première radicalisation. Côté étudiant.e aussi c'est reparti sur des chapeaux de roue avec une AG très qualitative à plus de 400, votant entre autres choses la mise en place de la grève pour le 1er février et un appel à sortir de cours partout en France avec nos chaises à une heure donnée et nous organiser pour la mobilisation. Des actions victorieuses ont aussi eu lieu. De l'empêchement des vœux du président de l'université de Toulouse (COMUE), à l'envahissement du conseil d'UFR de psycho ou du bâtiment de langue (qui mentaient aux étudiant.e.s sur la pénalisation des absences) ou encore au blocage réussi par les personnel.le.s de la présidence. Mardi matin c'était le tour du département de Lettres philo musique de connaître un barrage filtrant. Par ailleurs la grève s'est étendue puisque entre autres choses le département de musicologie s'est mis complètement en grève, et le département de Sociologie a voté une motion appelant largement à la rejoindre. L'AG personnel.le.s étudiant.e.s qui a suivi a quand à elle, largement mis un coup de boost à la mobilisation.

Une AG en forme de possible accélérateur

Cette AG a réuni à elle seule autour de 850 étudiant.e.s et personnel.le.s et semble par bien des aspects marquer un possible saut dans la mobilisation. Saut quantitatif bien sûr, puisque cet amphi (signé Vinci...) n'a jamais connu d'autant grosse AG, et il faut revenir au mouvement Rémi Fraysse de 2014 pour avoir des AGs dépassant ce chiffre.

Mais ces AGs avaient été très clivées et faisaient suite à la mise en place d'un blocage, avec un tiers de l'AG s'y opposant. Là au contraire, l'AG s'est très bien passée avec un accord global sur les revendications, et très peu de luttes internes. Seul véritable débat tactique non tranché d'ailleurs, sur la justesse ou non de réclamer la démission du CA avec le risque d'avoir une équipe de direction peut-être plus à droite. Et puis, quand il s'est agi de voter le blocage pour organiser la mobilisation de jeudi 1er février, seules 2 à 3 mains se sont levées pour s'y opposer, aucune intervention n'est venue affirmer de rejet de cette idée et elle a été votée à l'écrasante majorité (tout comme d'ailleurs pour la grève ou la réquisition du grand amphi). D'autres indices semblent aller dans le sens d'un saut qualitatif. La nature même de l'AG en est bien sûr un puisque faire une AG

personnel.le.s étudiant.e.s va dans le sens de la nécessaire convergence apte à nous faire gagner. Et puis cette AG a pour la première fois dans cette année universitaire dépassé le cadre de l'entre midi et deux, pour continuer après. Et la plupart des présent.e.s (autour de 75-80%) sont resté.e.s jusqu'à la fin, et d'ailleurs l'enseignante qui devait faire initialement cours est allée débrayer ses étudiant.e.s pour leur dire de participer. Certaines des interventions les plus largement applaudies sont aussi allées dans ce sens. D'une intervention faisant le lien avec la nécessaire lutte contre le validisme (parce que la fusion c'est aussi par exemple la suppression de mission handicap passant de deux à une seule), à une autre liant les attaques avec l'ensemble de celles du gouvernement mais aussi avec la nécessité d'avoir des revendications en positif et même un projet de société et d'université gratuite et ouverte.

Le comité de mobilisation étudiant.e.s personnel.le.s qui a suivi, malgré des limites, va aussi relativement dans le sens d'un cap passé. Puisque numériquement il a réuni autour de 200 étudiant.e.s et personnel.le.s, s'est divisé en commissions qui ont écrit un appel national au 1er février, organisé le blocage de la fac, géré une communication plus structurée ou encore multiplié les slogans affichables pour faire vivre la fac mobilisée. Mais des limites sont malheureusement là, les personnel.le.s ont malheureusement peu été intégré.e.s aux commissions et des tensions ont eu lieu sur la possibilité de taguer le grand amphi (qui se sont heureusement terminé par le choix collectif de ne pas le faire). Mais ce n'est qu'une première expérience de comité de mobilisation en commun et le simple fait qu'il soit commun est une grande avancée pour notre convergence nécessaire.

Construisons la grève sur la fac et bien au delà pour faire plier Lacroix et le gouvernement !

Les premières perspectives sont tracées et la mobilisation du 1er février dans l'ensemble de l'enseignement est centrale pour construire le rapport de force. Faisant le lien entre la réforme délétère du bac (souhaitant faire un bac par lycée et facilitant la sélection des classes populaires) du lycée (avec de nombreuses suppressions de postes) et de l'ESR. Sur Toulouse mais aussi largement ailleurs, où la mobilisation pointe le bout de son nez. De Paris 1 avec une AG à 300 à Bordeaux à 100 ou à Caen à 85, où encore à Rouen où autour de 300 lycéen.ne.s ont manifesté la semaine dernière contre la sélection. Plusieurs blocages de lycées sont aussi prévus, tout comme le blocage de Rennes 2. D'autres dates arriveront rapidement et le 6 Février est déjà en perspective.

Mais plus largement il faut bien voir que le gouvernement a un plan d'attaque majeure pour augmenter les profits des patrons et autres capitalistes et que les attaques contre l'enseignement en font pleinement partie. Tout comme les attaques contre les chomeur.se.s et leur flicage accéléré servant à la fois à orienter la colère vers les plus précaires d'entre nous et à la fois à en radier un maximum pour avoir plus d'argent pour les poches capitalistes. Mais aussi tout comme les attaques contre les migrant.e.s et la loi souhaitant les ficher, qui avec leur part proprement raciste, sert aussi à les précariser un peu plus et ainsi en faire une main d'oeuvre bon marché pour les patrons.

Les attaques contre les EHPAD, entre taylorisation du travail, recherche du profit et manque énorme de personnel vont aussi dans ce sens. Ce n'est que par un mouvement d'ensemble de grève générale et reconductible contre toutes ces attaques liées que nous pourront faire reculer le gouvernement. Mais pour y mettre véritablement fin il faudra aller plus loin et priver le gouvernement et les patrons qu'il défend de leur pouvoir, notamment dans les entreprises en les expropriant et les autogérant. Mais aussi à l'université en imposant une université ouverte à tou.te.s, populaire, critique et autogérée par les étudiant.e.s et les personnel.le.s. Pour commencer à dessiner face au projet de société délétère que veut nous imposer Macron une autre société, une société communiste autogestionnaire !

Thomas Lerouge, le 31 janvier 2018